



Communiqué de presse

Vendredi 1er septembre 2006

Les entreprises et les associations économiques à l'épreuve

La Journée de l'économie remet les pendules à l'heure

L'association faitière de l'économie à la recherche d'une nouvelle force de persuasion

Trois mois avant de se retirer de la Fédération des entreprises suisses, son président, Ueli Forster, a présenté dans son rapport un bilan de la situation. Il a résumé son mandat de cinq ans avec sobriété, tout en affichant sa satisfaction: « economie suisse est plus forte que jamais dans compétences fondamentales ». Ce constat est d'autant plus important que l'éloge de soi n'a pas sa place en une période de tensions internes au sein des associations. Comme toute entreprise, economie suisse doit être jugée sur des faits et elle n'a pas à en rougir. « economie suisse est une association svelte et efficace qui ne craint pas la comparaison, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale », a déclaré M. Forster à propos de la multiplicité des tâches et des exigences sans cesse croissantes de l'économie et de la politique.

En même temps, l'appel aux réformes formulé par certains de nos membres est à prendre au sérieux, a affirmé le président: « Plus vite le monde évolue, plus les attentes individuelles des entreprises et des branches, et donc des associations se différencient ». Ce sont toujours les grands principes de politique économique qui nous tiennent lieu de boussole, mais la question se pose toujours de savoir si nous pouvons tenir notre rang dans la concurrence internationale. En ce qui concerne la politique européenne, a déclaré M. Forster, l'eurocompatibilité n'est plus seule au premier plan, il faut aussi se soucier d'eurocompétitivité. Dans une économie mondialisée, la politique économique est surtout une politique de promotion de la place économique. Sur cette toile de fond, chaque branche pondère ses intérêts différemment, d'où le potentiel de divergences au sein de l'économie. Il est heureux que les différentes associations de branche se profilent, mais cela ne signifie pas que tout désaccord prétendu ou effectif doit être porté sur la place publique. M. Forster en a donc appelé aux membres pour qu'ils débattent des problèmes et ne remettent pas en jeu la réputation des milieux économiques. M. Forster s'est montré confiant par rapport à d'éventuels changements stratégiques au sein de l'association faitière: « Toute réforme d'economie suisse n'a de sens que si elle contribue à soutenir les efforts visant à optimiser la qualité de la place économique – au-delà des intérêts des différentes branches. C'est à cette aune qu'il faut la mesurer ».

La concurrence entre sites – L'Europe à la recherche d'un nouveau dynamisme

La question du développement de l'Europe était au centre de l'exposé du président de la Confédération des entreprises européennes (UNICE), Ernest Antoine Seillière. La communauté européenne vit actuellement une véritable crise, estime M. Seillière. Alors que l'économie mondiale est en plein essor, c'est un sérieux problème pour l'Europe. L'économie européenne a besoin de retrouver un nouveau

souffle. C'est une nécessité, car le marché mondial est de plus en plus dominé, outre les Etats-Unis et le Japon, par des acteurs puissants tels la Chine, l'Inde et bientôt le Brésil et la Russie.

Si M. Seillière s'est dit convaincu de la vigueur économique de l' « Europe des 25 », il a affirmé qu'un nouvel effort s'imposait au chapitre de la Constitution européenne. Indépendamment de cela, l'UNICE a formulé six priorités auxquelles il s'agit de s'atteler rapidement: les réformes destinées à stimuler la croissance et l'emploi, l'intégration du marché intérieur européen, une UE plus efficace, la lutte contre le protectionnisme national, l'option de l'élargissement de l'UE et l'assainissement durable des systèmes sociaux européens. Des exemples tels celui de la Finlande sont là pour démontrer que des réformes radicales permettent d'amorcer un tournant.

La stabilité politique, cadre du développement économique

Dans son exposé introductif, Moritz Leuenberger, Président de la Confédération, a souligné l'importance de la collaboration entre Etat et économie privée. L'Etat a le plus grand intérêt à ce que l'économie soit prospère. A l'inverse, l'économie a besoin d'un Etat qui dispose de suffisamment de moyens. On perd trop souvent de vue cette idée lorsqu'il est question de réexaminer les tâches de la Confédération. M. Leuenberger a rappelé qu'il était simpliste de diviser le monde en deux catégories : les milieux ouverts à l'économie et le camp qui lui est hostile, car il y a aussi des conflits d'objectifs au sein de l'économie. Il est facile pour une entreprise de formuler ses intérêts. En revanche, la chose devient plus complexe dès lors qu'il s'agit de trouver un dénominateur commun aux intérêts de plusieurs entreprises. S'il peut y avoir des conflits d'objectifs au sein de l'économie, la situation se complique encore en politique. C'est pourquoi l'interaction entre économie et politique est nécessaire ; c'est le seul moyen de maîtriser les mutations structurelles.

Pour toute question :
Fredy Müller
Téléphone : 044 421 35 45 ou 079 352 61 59
fredy.mueller@economiesuisse.ch